

Consommation



La campagne Stop violences à la maison, qui s’affiche sur les trams, vient de démarrer en ville de Genève. GEORGES CABRERA

L'alcool déclenche souvent les violences domestiques

Une étude nationale met en évidence un mal sournois qui frappe de nombreux foyers. Les acteurs de la prévention s’inquiètent

Patrick Monay

«Les actes de violence liés à l’alcool dans le cadre privé font moins souvent la une que les débordements nocturnes dans les rues, mais ils sont tout aussi préoccupants.» Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupement romand d’étude des addictions (GREA), n’est guère surpris à la lecture de l’étude publiée hier par l’Office fédéral de la santé publique (OFSP). Selon cette enquête, réalisée à partir de 1500 situations concrètes, 48% des femmes victimes de violences conjugales évoquent une consommation problématique d’alcool dans leur couple. Et la boisson joue un rôle décisif dans un cas sur quatre.

Confirmation en Valais, où 25 à 30% des auteurs de violences conjugales sont sous l’influence de l’alcool, selon la police cantonale. Jean-Marie Bornet, chef de l’information et de la prévention, estime cependant qu’il ne faut pas diabo-

liser l’alcool à tout prix: «Il fait partie de notre culture. Tout est affaire d’équilibre. Nous travaillons à la fois sur l’éducation, la prévention et la répression ciblée. C’est la bonne stratégie.»

Briser un tabou

Pour Jean-Félix Savary, l’OFSP a surtout le mérite de briser un tabou. «Les gens ont souvent honte d’avoir un partenaire violent, observe-t-il. Une étude comme celle-ci peut inciter les personnes concernées et leur entourage à chercher de l’aide auprès des structures existantes.» Les chercheurs mettent néanmoins le doigt sur des lacunes. En premier lieu, l’offre s’avère limitée en matière de prise en charge des hommes violents à l’encontre de leur partenaire. Ensuite, la collabora-

tion doit être renforcée entre les services destinés aux victimes de violence domestique et ceux qui s’adressent aux personnes dépendantes de l’alcool, ainsi qu’avec la police et les hôpitaux.

Genève s’active

L’OFSP cite à cet égard l’exemple de Saint-Gall, qui mise depuis plusieurs années sur une approche interdisciplinaire en organisant des tables rondes. A Bâle-Campagne, un programme didactique pour hommes violents thématise, lorsque c’est nécessaire, la consommation excessive d’alcool. En Suisse romande, le canton de Genève n’est pas en reste, lui qui dispose depuis 2007 d’un Bureau des violences domestiques. «Nous avons déjà organisé dix forums destinés aux professionnels», sou-

ligne David Bourgoz, délégué cantonal. Par ailleurs, une permanence téléphonique est à la disposition des témoins, victimes ou auteurs de situations de violence conjugale ou familiale. Elle recueille environ 280 appels par an.

Ces efforts de soutien et de sensibilisation semblent porter leurs fruits à Genève: le nombre d’infractions au Code pénal pour violences domestiques (tant physiques que psychiques) a baissé de 34% entre 2008 et 2012. «Nous constatons aussi que le nombre de personnes faisant appel aux institutions spécialisées est stable», complète David Bourgoz.

Subventions en péril

Dans ce contexte, le GREA s’inquiète de la révision de la Loi sur l’alcool, actuellement débattue au Parlement. En mars dernier, le Conseil des Etats décidait de raboter les moyens financiers dévolus aux acteurs de la prévention, privant les cantons de quelque 15 millions de francs par an. «La Suisse a toujours eu une politique très libérale vis-à-vis de l’alcool, mais là, cela va trop loin, estime Jean-Félix Savary. J’espère que le National corrigera le tir.»

Lire l’éditorial en page une: «La violence au fond du verre»

Car belge: les familles réclament plus de clarté

La thèse de l’inattention et/ou du malaise du chauffeur est insuffisante pour les familles

Le procureur valaisan Olivier Elsig l’avait déjà dit en mars dernier. Il ne voyait plus qu’une piste pour expliquer le drame de Sierre, qui a causé, en mars 2012, la mort de 28 personnes - dont 22 enfants: une faute d’inattention et/ou un malaise du chauffeur (34 ans).

Restait toutefois à déterminer si l’état de santé de ce dernier aurait pu être à l’origine de l’accident. Le magistrat avait demandé un rapport d’expertise au Centre universitaire romand de médecine légale. Sur la pathologie coronarienne détectée à l’autopsie d’abord, puis sur les effets d’un antidépresseur qu’il prenait. Hier, Olivier Elsig a fait part de ses conclusions aux parents d’élèves des écoles de Lommel et de Heverlee.

En matière de pathologie coronarienne, le cardiologue désigné a relevé qu’elle est peu fréquente chez des hommes jeunes. Elle peut provoquer un infarctus aigu, une angine de poitrine et/ou une arythmie cardiaque. Une telle pathologie aurait donc pu causer un malaise. Mais ce phénomène rare est impossible à détecter a posteriori. Et de conclure qu’il n’y a pas d’élément concret permettant d’imputer une éventuelle défaillance du chauffeur à une pathologie cardiovasculaire.

Un autre médecin, spécialisé

dans les questions d’aptitude à la conduite, a examiné les effets de l’antidépresseur. Les effets secondaires (sommolence, insomnie, agitation, voire, rarement, confusion, hallucinations, états anxieux, panique, tremblements, vertiges) se manifestent en général durant les premières semaines. Tout comme l’impulsivité suicidaire. Or, note l’expert, le chauffeur prenait l’antidépresseur depuis deux ans. La dose standard prescrite avait été réduite de moitié quelques mois avant. Il est donc peu probable que ce médicament ait pu restreindre la capacité de conduire du chauffeur.

Le procureur conclut que les causes de l’accident privilégiées demeurent une inattention ou/et un malaise. Toutes les autres pistes ont en effet été levées. Comme le chauffeur est mort, le procureur compte classer la procédure. Les familles des victimes pourront, une fois la synthèse écrite reçue, demander, dans les soixante jours, des devoirs complémentaires. Et d’ores et déjà, elles ont annoncé qu’elles le feront très probablement. «Le procureur reste sur des hypothèses. Les familles veulent la clarté», dit Me Vanden Boer, l’avocat des parents de Lommel.

Jacques Laruelle
Journaliste à «La Libre Belgique»

Drame de Sierre: notre dossier sur www.sierre.tdg.ch/

Maillard souhaite une autocritique de la justice

Selon le président du Conseil d’Etat vaudois, l’ordre judiciaire a commis l’erreur principale qui a mené au meurtre de Marie

«Il nous apparaît qu’il appartient d’abord aux autorités judiciaires d’analyser les faits et la genèse d’une décision relevant de sa compétence», a déclaré hier le président du Conseil d’Etat, Pierre-Yves Maillard, à la tribune du Grand Conseil.

Il s’agit de comprendre comment Claude Dubois, condamné en 2000 à vingt ans de prison ferme pour le viol et l’assassinat de sa compagne, a pu quitter la prison en janvier dernier. Le Service pénitentiaire, qui dépend du Département de l’intérieur dirigé par Béatrice Métraux, l’avait laissé sortir, équipé d’un bracelet électronique, en août 2012. Il l’avait réincarcéré en novembre.

Le détenu avait recouru. Une juge d’application des peines - ratée, elle, au pouvoir judiciaire indépendant - avait accordé, le 14 janvier 2013, l’effet suspensif lui

permettant de ressortir. Et le drame s’est produit. Lundi 20 mai à Payerne, Claude Dubois séquestrait Marie dans sa voiture.

Pierre-Yves Maillard semble exonérer l’administration pénitentiaire de toute faute, même si c’est bien elle qui a décidé, à l’origine, de laisser sortir Claude Dubois équipé d’un bracelet électronique: «Alertée par un comportement pervers et inquiétant, elle avait remis le criminel en prison. Face à un risque toujours difficile à estimer, elle a considéré qu’il existait un doute suffisant et que ce doute devait profiter à une éventuelle future victime - une victime qui a pris le visage d’une jeune femme de 19 ans; la décision que l’administration a prise dans ce sens a été contestée par voie de recours, suspendue puis annulée par décision judiciaire.»

Le Conseil d’Etat attend donc avec impatience le résultat de l’enquête externe confiée vendredi au procureur général de Soleure, Felix Bänzinger. Les autorités devront «en tirer le cas échéant des enseignements sur les réformes qui s’imposeront». Philippe Maspoli

PUBLICITÉ

LA NOUVELLE QUATTROPORTE.
LA PERFECTION DE L'ÉLÉGANCE,
DE LA TECHNIQUE ET DE LA PUISSANCE

La toute nouvelle Maserati Quattroporte est bien plus qu’une excellente limousine de sport. Elle allie une beauté exceptionnelle à la puissance sans compromis du nouveau moteur V8 ou V6. Un modèle grand tourisme classique à la ligne italienne incomparable et une précision technique que Maserati est seule à proposer.



Prix de base Quattroporte S Q4: CHF 126'900.00 TVA de 8 % incl.
Pour vous en convaincre vous-même: www.maserati-testdrive.ch

www.maserati.ch

